

France-Paris-La-Défense: Legal services

OJ S 15/2024 22/01/2024

Contract notice – utilities

Services

Legal Basis:

Directive 2014/25/EU

Section I: Contracting entity

I.1. Name and addresses

Official name: RTE Réseau de Transport d'Electricité

Postal address: RTE Immeuble WINDOW, 7C, Place du Dôme

Town: PARIS LA DEFENSE

NUTS code: FR10 Ile-de-France

Postal code: 92073

Country: France

Contact person: BAUDRY MAUD

E-mail: maud.baudry@rte-france.com

Telephone: +33 611481753

Internet address(es):

Main address: www.rte-france.com

Address of the buyer profile: <https://rte-france.bravosolution.com>

I.3. Communication

Access to the procurement documents is restricted. Further information can be obtained at:

<https://rte-france.bravosolution.com>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://rte-france.bravosolution.com>

[bravosolution.com](https://rte-france.bravosolution.com)

Tenders or requests to participate must be submitted to the abovementioned address

I.6. Main activity

Electricity

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

PRESTATIONS DE SERVICES JURIDIQUES POUR LA STRUCTURATION ET LA PASSATION D'UN CONTRAT COMPLEXE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Reference number: 23789

II.1.2. Main CPV code

79100000 Legal services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Prestations de services juridiques pour la structuration et la passation d'un contrat complexe de la commande publique ayant pour objet un partenariat industriel de nature institutionnelle et /ou contractuelle et l'étude des autres montages susceptibles d'être mis en œuvre

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR France

II.2.4. Description of the procurement

RTE envisage, pour sécuriser ses besoins en matière d'approvisionnement et d'installation d'équipements dimensionnants, de mettre en place un partenariat de nature industriel et/ou contractuelle (ou tout autre montage susceptible d'être mis en œuvre) avec un opérateur industriel (le Projet).

Dans ce cadre, RTE souhaite être accompagné par un cabinet d'avocats pour l'ensemble des phases et domaines juridiques relatifs à la structuration et, en option, à la réalisation du Projet. Le Titulaire devra disposer d'une expertise et expérience de premier rang dans les domaines (i) de droit public des affaires, en particulier droit de la commande publique et montages complexes de type notamment contrat de partenariat – partenariat public-privé incluant un financement de projet, (ii) de droit des sociétés, fusions-acquisitions, (iii) de réglementation du secteur de l'énergie, (iv) des pratiques contractuelles, (v) de droit de la concurrence, etc. Le périmètre des prestations attendues est précisé dans le CCTP, à télécharger sur Bravo Solution.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Critères techniques / Weighting: 70%

Price - Weighting: 30%

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Start: 25/03/2024 End: 31/12/2026

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

Le marché est conclu pour une durée allant de sa date de notification (estimée au 15 mars 2024) jusqu'au terme des prestations.

II.2.9. Information about the limits on the number of candidates to be invited

Envisaged minimum number: 4Maximum number: 5Objective criteria for choosing the limited number of candidates:

Dans l'hypothèse où le nombre de candidats constituant la liste longue serait supérieur au nombre maximum de candidats admis à soumissionner, les critères de sélection ci-dessous seront appliqués afin de déterminer la liste courte des fournisseurs admis à participer à la consultation (offres techniques et commerciales).

- Qualité des références (ou équivalences) présentées dans le Cadre de réponse à candidature /12pts

- Présentation de l'entreprise démontrant la capacité à répondre aux besoins et attentes de RTE au regard des exigences précisées dans l'avis de marché et au CCTP téléchargeable sur le portail Bravo Solution, une attention particulière sera portée sur la faculté d'apporter des appuis juridiques pluridisciplinaires avec continuité dans la durée /18 pts

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

Les volets optionnels sont précisés dans le périmètre des prestations décrit au CCTP à télécharger dans Bravo Solution.

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

RTE se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Le candidat devra adresser avec sa demande de participation :

Candidat établi en France :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (imprimé K bis), ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse; ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription.

Candidat établi hors de France :

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;
- un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France

Pour tous les candidats :

Une déclaration sur l'honneur datée et signée justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

Il s'agit sans être exhaustif :

des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le

faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants ;
des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés ;
des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire ne justifiant pas de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public constatées par le tribunal de commerce ;
de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportées par ces derniers aux représentants de l'État.
- En cas de redressement judiciaire, une copie du ou des jugements prononcés.
Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)
Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L111-10 et suivants du code de l'Energie, un candidat contrôlé directement ou indirectement par une société du groupe EDF ou CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant son lien capitalistique avec une ou des sociétés du groupe EDF ou CDC.
Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Fournir un bilan et un compte de résultats (ou à défaut un rapport d'activité) sur les trois derniers exercices démontrant la solvabilité de leur entreprise ;

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

- Complétude et respect du cadre de réponse à candidature à télécharger sur le portail achats Bravo Solution

- Fourniture de la présentation du candidat démontrant sa capacité à répondre aux besoins et attentes de RTE (7 slides max)

III.1.6. Deposits and guarantees required

Des cautions ou garanties bancaires pourront être demandées et seront indiquées dans le dossier de consultation.

III.1.7. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture » (sauf réglementation particulière en terme de délai de paiement relative à l'activité).

III.1.8. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché.

En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres.

Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Negotiated procedure with prior call for competition

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.4. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

Recourse to staged procedure to gradually reduce the number of solutions to be discussed or tenders to be negotiated

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 05/02/2024 Local time: 17:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

English, French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 6 (from the date stated for receipt of tender)

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about electronic workflows

Electronic ordering will be used

Electronic invoicing will be accepted

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal de grande instance de Nanterre

Postal address: 179-191, avenue Joliot-Curie

Town: Nanterre CEDEX

Postal code: 92020

Country: France

Telephone: +33 140971010

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat.

En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal de grande instance de Nanterre

Postal address: 179-191, avenue Joliot-Curie

Town: Nanterre CEDEX

Postal code: 92020

Country: France

Telephone: +33 140971010

VI.5. Date of dispatch of this notice

17/01/2024